

Questions et Réponses en matière de conformité, marquage, instructions et mention sur les produits



Maitre Maurizio Iorio

A l'occasion de la sortie de ce numéro de Market Place, je souhaitais recueillir et reporter quelques-unes des dernières questions posées par mes clients et associés d'ANDEC qui m'ont semblé très pertinentes et pouvant intéresser une bonne partie des lecteurs de cette revue. J'y répondrais de manière synthétique étant donné l'espace disponible. Je rappelle aux lecteurs intéressés par le sujet que vous pourrez trouver davantage de « Questions et Réponses » sur cet argument et d'autres, sur mon site professionnel à l'adresse suivante : http://www.avvocatoiorio.it/public/_PIOR4_DOMANDE-E-RISPOSTE-----1062.asp?idPulsante=1062&idPP=1788&M=Y

(1) Quand est-ce qu'un produit vendu doit être accompagné d'instructions écrites comme prévu par l'article 6 du Code de la Consommation ?

Un client s'est posé la question, à savoir si à l'intérieur de l'emballage contenant une lampe torche à LED doivent se trouver obligatoirement les instructions en italien.

Nous voudrions savoir si le client a raison de demander que le produit qui lui est vendu soit accompagné d'un mode d'emploi, comme le prévoit le Code de la Consommation (article 6 DL 206/2005) indiquant :

Les produits ou emballages des produits destinés au consommateur, commercialisés sur le territoire national, doivent reportés de manières visibles et lisibles au moins les indications relatives : (...) e) aux matériaux utilisés et aux méthodes de transformation dans le cas où celles-ci seraient déterminantes pour la qualité ou les caractéristiques du produit ; f) aux instructions, aux éventuelles précautions et à l'application requise, si utiles pour l'utilisation et la sécurité du produit .

Réponse

Il faut souligner que dans le cas des produits sujets au marquage CE (dans le secteur des marchandises TIC : basse tension, compatibilité électromagnétique, R&TTE), les normes qui leur sont liées (D.2004/108/CE ; 2006/95/CE ; 1999/5/CE) prévoient de manière permanente l'obligation de fournir les instructions écrites sur l'emploi du produit.

Quand les produits ne sont pas soumis au marquage CE ou à d'autres normes nationales ou UE qui prévoient des critères spécifiques, la norme du Code de la Consommation que vous venez de citer est appliquée. Celle-ci doit être interprétée en faisant référence au Décret Ministériel 101/1997, cité à l'article 10 paragraphe 2 du DL 206/2005, qui reporte plusieurs informations utiles sur les modalités d'apposition et le contenu des instructions et avertissements.

En ce qui concerne les régions nationales dans lesquelles le bilinguisme est autorisé et protégé (par exemple le Trentin Haut Adige, la Vallée d'Aoste, Frioul-Vénétie julienne), la loi 482 du 15 décembre 1999 établit que dans ces cas précis, la langue officielle en matière juridique est toujours la langue italienne ; de ce fait, les instructions doivent être rédigées en italien et la traduction dans les autres langues locales n'est pas requise.

Rappelons-nous que les lampes torches à piles ne sont pas sujettes au marquage CE, à moins d'être dotées de circuits incorporés, d'accumulateurs rechargeables, ou d'autres cas particuliers.

(2) Marquage CE et batteries

Nous savons que les piles et batteries n'ont pas besoin du marquage CE étant donné qu'elles ne rentrent ni dans la directive Basse Tension (=DBT) ni dans celle réglementant la Compatibilité Électromagnétique (=CEM).

Cependant la douane bloque une de nos livraisons contenant des batteries pour caméras.

Nous voudrions savoir si dans le cas présent, il est correct d'affirmer que les batteries pour caméras ne sont pas sujettes aux directives CEM et DBT.

Réponse

Malheureusement, ce n'est pas si simple.

Les batteries et accumulateurs n'ont pas besoin du marquage CE si il s'agit bien entendu uniquement de batteries et accumulateurs.

Quand les accumulateurs sont réunis dans un paquet (appelé « paquet batteries ») et ce paquet **incorpore un circuit** (par exemple un circuit pour éviter que la batterie de la caméra ne se surcharge quand elle est mise en charge pour un laps de temps trop long), le marquage CE est obligatoire.

Je ne sais pas précisément de quel genre de paquet batteries il s'agit. Je vous conseille donc de toujours examiner auparavant la documentation liée aux produits achetés, avant de les présenter à la douane. Dans le cas précis, la requête des autorités douanières pourrait être justifiée et donc légitime.

(3) Produits OEM et marquage CE

Pouvons-nous revendre aux distributeurs italiens des alimentateurs pour des antennes TV que nous importons, en vrac, sans aucun adhésif mentionnant « Importé de... » et sans modes d'emploi, sans encourir aucune sanction ?

Je dois vous préciser que les distributeurs auxquels nous vendons les alimentateurs en question sont nos concurrents, nous ne pouvons donc pas apposer notre marque.

Pour nous protéger, devons-nous insérer une mention pour la vente à ces distributeurs ?

Nous avons pensé de mettre une note à reporter sur les factures contenant, par exemple, l'avertissement : « produit non destiné au consommateur ».

Réponse

Votre société importe dans l'UE des alimentateurs sans apposer votre marque commerciale, c'est-à-dire « OEM » (l'acronyme correspond à Original Equipment Manufacturer , s'agissant d'une modalité de commercialisation propre au secteur " Office Equipment ") : elle est donc qualifiée comme « **importatrice** » en vertu du Règlement 765/08 art.2.1.5, tandis que vos clients sont juridiquement désignés comme « **fabricants** » vu qu'ils rentrent dans la catégorie de qui, bien qu'indirectement, « fait projeter ou fabriquer » les alimentateurs et les « ...commercialise en y apposant le propre nom ou marque » (Règlement 765/08, à l'article 2.1.3). Il s'ensuit que vos clients, en tant que « fabricants », sont tenus aux mises en conformité des normes du secteur (entre autres : D.2006/95/CE mise en vigueur en Italie par L. 791/77, en matière de basse tension), y compris : marquage CE, prédisposition de documentation technique, déclaration de conformité.

En tant qu' « importateurs », vous êtes tenus à vous assurer que vos clients se conforment à la norme et pouvez être également sanctionnés, au même titre que vos clients, en cas de non-conformité des produits aux prescriptions indiquées ci-dessus (ex L. 791/1977, art.9).

En conclusion, il est dans votre intérêt : (1) vérifier auparavant que les produits que vous importez soient conformes aux normes que nous avons précédemment citées ; (2) concorder, par écrit, avec vos clients que chaque accomplissement relatif à la commercialisation des produits (marquage CE, déclaration de conformité, disponibilité de documentation technique etc.) sera à leur charge.

J'ajoute que le « renvoi de balle » au sujet des responsabilités entre importateur de produits non marqués et client dans le cadre des sanctions (et également en dehors de cette éventualité) est un cas que je connais bien, assez récurrent dans les chroniques judiciaires et dans les contentieux avec les organismes d'inspection dont je m'occupe assez souvent dans mon travail...

Je suggère donc de ne pas céder à la tentation de « *ne rien faire car il d'agit d'une transaction sans importance et le produit est vendu à marge très réduite* » : plutôt que de lancer sur le marché un produit « irrégulier », mon conseil serait de renoncer à l'affaire.

(4) Accessoires et poubelle barrée DEEE

Les accessoires des appareils électriques et électroniques doivent-ils reporter le symbole de la « poubelle barrée » ?

Réponse

Comme le prévoit le Comité de Vigilance et de Contrôle des DEEE de par une décision du 16 février 2009 : doivent être marqués uniquement les accessoires qui deviendront probablement des déchets individuels, étant donné qu'ils ne sont pas destinés à être utilisés avec *une seule référence ou un appareil précis* (par exemple : une télécommande universelle, compatible avec une multitude de télévisions) ; si, au contraire, il s'agit d'accessoires non « universels », le marquage n'est pas requis (le marquage sur le produit dont ils « dépendent » est suffisant).

(5) Appareil avec écran uniquement en anglais

Nous nous apprêtons à commercialiser en Italie un appareil GPS pour vélo qui ne disposera pas d'un écran avec le menu en italien, mais seulement en anglais. Il faut dire que cependant que les paroles utilisées seront peu et de base (par exemple : Speed ; Cadence ; Heart Rate ; Distance...etc.) et seront présentes de nombreuses images destinées à rendre l'utilisation très intuitive (il n'y a aucune instruction particulière du genre « tournez à droite ou à gauche »), entre autre, des flèches directionnelles.

Le mode d'emploi sera, bien entendu, traduit en italien.

Selon vous, pourrions-nous avoir des problèmes avec les autorités lors de la commercialisation d'un produit privé d'écran en italien ?

Réponse

L'appareil en question devrait être sujet au Règlement CEM (compatibilité électromagnétique : D. 2004/108/CE – D.L. 194/2007) ; je suggère donc de soutenir que l'indication des commandes soit comparable aux instructions nécessaire à un usage correct de l'appareil. Donc que, en vertu de l'article 11 n°5 de l'article 11, point 5 du DL 194/2007, les indications en italien des commandes, c'est-à-dire la traduction des commandes qui figurent en anglais sur l'écran, puissent être reportées sur un feuillet/manuel à part, comme toutes les autres instructions à l'emploi.

Si l'on soutient , comme je le suggère, cette équivalence entre les indications de commande et les instructions d'utilisation, entre également en vigueur l'art. 6 lettre f et l'article 7 du Code de la Consommation (D.L. 206/2005) qui de toute manière (=c'est-à-dire dans le cas où la norme CEM n'est pas appliquée) établit que les instructions d'utilisation peuvent être reportées aussi sur la documentation illustrée qui accompagne les produits.

Enfin, je rappelle que la Commission Européenne, dans l'intention de résoudre à l'amiable (par une lettre du Directorate XV en date du 26.03.1999, protocole 00001842) un recours de ANIE - *Association des Industries Italiennes de l'électricité et de l'électronique* (recours P/97/4050) contre le DM 26.03.1992 (Chaine « C » des téléviseurs) établit que l'Italie ne pouvait exiger que les commandes des appareils TV soient en italien plutôt qu'en anglais, dès lors que les instructions qui accompagnent les appareils contiennent la traduction complète en italien des commandes.

Le produit est différent, mais – pourrait-on soutenir – le principe reste le même.

(6) Application de marquage CE sur appareil qui n'en a pas besoin

Nous souhaiterions vous poser une question au sujet d'éventuelles sanctions à notre charge, en qualité de premiers importateurs, si l'on applique le marquage CE sur un produit qui ne le requiert pas, tel que les fiches et prises de courant à usage domestique. Nous précisons que nous sommes en possession de la Certification CE (CEM + DBT) ainsi que des Test Report liés.

Réponse



(1) Les prises électriques domestiques (qui sont entre autre sujettes à des normes NE bien précises et articulées) ne sont pas pour autant sujettes au marquage CE (cf. **D. 2006/95/CE, Annexe II « Matériel... exclus du Champ d'Application de la Présente Directive :... Prises de courant (socles et fiches) à usage domestique**).

(2) Le Règlement 765/2008/CE, à l'article 30, interdit d'apposer le marquage CE sur des produits dont l'apposition de celui-ci n'est pas prévu ; le règlement ne contient évidemment aucune sanction à ce sujet (et ne le pourrait pas étant des sanctions réservées aux législations nationales).

(3) L'autorité antitrust italienne juge que l'apposition injustifiée du marquage CE peut constituer une sorte de publicité mensongère, punie comme prévu par le Code de la Consommation à l'article 27, alinéa 9 avec une peine qui va de €500,00 à €500.000,00 (*Mesure n°15580 de l'Autorité Garante de la Concurrence et du Marché du 31 mai 2006, PI5186 – Marchandises provenant de la Chine – Marquage CE* »).

(7) Labels sur les produits

Les labels « Made in... », « Importé de... », « Distribué par... » déjà imprimés sur les confections des articles vendus, doivent-ils être également présents sur leurs modes d'emploi ?

Réponse

La requête semblerait simple, mais la réponse doit être articulée à défaut d'être oui ou non...

Commençons par le « **Made in Italy** »

Il n'existe AUCUNE norme qui impose ce label sauf dans un cas précis, à savoir quand l'on fait « *...usage d'une indication de vente qui présente le produit comme étant entièrement réalisé en Italie, tel que « 100% made in Italy », « 100% Italia », « tutto italiano », qu'importe la langue utilisée, ou autre qui puisse porter le consommateur à la conviction de l'entière réalisation du produit en Italie tels que symboles ou figures qui induisent cette fallacieuse conviction...* » (art.16 du DL 135/2009 converti en L. 166/2009). Dans ces cas, le titulaire ou propriétaire intellectuel de la marque (d'entreprises italiennes ou non) qui l'utilise selon les modalités ci-dessus décrites, est susceptible de sanctions administratives (de 10.000 à 250.000 euros).

Afin d'éviter une sanction administrative, il faut, **au choix** :

- Reporter – sur le produit ou sur la confection ou sur les documents l'accompagnant – des indications précises et évidentes quant à l'origine ou la provenance étrangère du produit ;
- Reporter – sur le produit ou sur la confection ou sur les documents l'accompagnant – les éventuelles différentes indications aptes à éviter tout malentendu du consommateur quant à la réelle origine du produit ;
- Joindre au produit une attestation – rédigée par le titulaire ou propriétaire intellectuel de la marque – reportant les informations qui seront diffusées en phase de commercialisation sur l'effective origine étrangère du produit.

Les produits privés de ces indications seront susceptibles de confiscation administrative, à moins que celles-ci ne soient apposées aux soins et frais du titulaire ou licentiatrice de la marque.

Quant à « **Importé de :** », « **Distribué par :** »

Dans le cas de produits sujets au marquage CE (dans notre secteur de marché : basse tension, compatibilité électromagnétique, TIC), les règlements qui le régissent (D. 2004/108/CE ; 2006/95/CE ; 1999/5/CE ainsi que les correspondances de lois et décrets législatifs italiens) imposent d'accompagner chaque appareil « ...du nom et adresse du fabricant et, si ceux-ci ne se trouvent pas dans la communauté, du nom et adresse de son représentant autorisé ou de l'importateur » (cité comme exemple, avec référence à la norme CEM, l'article 11 D.L. 194/2007).

Comme précisé par le Guide CEM au Décret 2004/108/CE, paragraphe 3.4.3. (mais le principe devrait être valable pour toutes les directives de produit), ces informations, vu qu'elles accompagnent « l'appareil, peuvent être reproduites dans la documentation l'accompagnant (celle-ci est déléguée à reporter toutes les informations de complément par rapport à ce qui est déjà reproduit sur le corps de l'appareil) ou peuvent être imprimées sur l'emballage.

Quand les produits ne sont pas sujets au marquage CE ou à aucune autre discipline spécifique nationale ou UE qui prévoit des exigences particulières, entre en vigueur l'article 6 du Code de la Consommation (D.L. 206/2005) qui au point 1.b ordonne d'indiquer le nom ou raison sociale ou marque ou siège social du producteur ou d'un importateur implanté au sein de l'UE. Ces indications doivent être reportées, selon l'article 7, « ...sur la confection ou sur les étiquettes des produits à partir du moment où ils sont mis en vente... »

DOMANDE E RISPOSTE IN MATERIA DI DISTRIBUZIONE DI DISPOSITIVI

L'AVVOCATO MAURIZIO IORIO CHIARISCE DUBBI, QUESTIONI E CAVILLI CHE VERTONO SU CONFORMITÀ, MARCHIATURA, ISTRUZIONI E DIGITURE DEI PRODOTTI. UN INDISPENSABILE VADEMECUM PER CHIUNQUE OPERI NELLA DISTRIBUZIONE DELL'ELETTRONICA DI CONSUMO.



MAURIZIO IORIO

Dalla partnership tra Marketplace e ANDEC prende vita a questa rubrica, curata dall'Avvocato Maurizio Iorio, nel suo duplice ruolo di Avvocato Professionista in Milano e di Presidente di ANDEC. Su ogni numero affronteremo tematiche legali con particolare riguardo al mondo dell'elettronica. Ulteriori approfondimenti sul sito: www.andec.it. Mentre sulla Web page di Maurizio Iorio (www.avvocatoiorio.it) si trova la rubrica tradotta anche in inglese e francese.

In occasione di questo numero di Marketplace ho ritenuto importante riportare alcuni recenti quesiti, posti da miei clienti o da associati ad Andec, che mi sembrano particolarmente interessanti per la maggior parte dei lettori della rivista, riassumendo al meglio le mie risposte in considerazione dello spazio disponibile. Preciso ai lettori interessati che si possono trovare ulteriori "Domande e Risposte" su questi e vari altri argomenti all'interno del mio sito professionale all'indirizzo http://www.avvocatoiorio.it/public/_PIOR4_DOMANDE-E-RISPOSTE----1062.asp?idPulsante=1062&idPP=1788&M=Y.

QUANDO UN PRODOTTO VENDUTO DEVE ESSERE ACCOMPAGNATO DALLE ISTRUZIONI SCRITTE PREVISTE DALL'ARTICOLO 6 DEL CODICE DEL CONSUMO?

Un cliente ha sollevato il dubbio se all'interno della

confezione di una torcia a Led siano obbligatorie le istruzioni in italiano per l'utilizzo. *"Desidereremmo sapere se il cliente ha ragione a richiedere che il prodotto da noi venduto sia accompagnato da istruzioni, anche in considerazione di quanto previsto in proposito dal Codice del Consumo (art. 6 DLgs 206/2005), che riportiamo qui di seguito: I prodotti o le confezioni dei prodotti destinati al consumatore, commercializzati sul territorio nazionale, riportano, chiaramente visibili e leggibili, almeno le indicazioni relative: (...)*

e) ai materiali impiegati ed ai metodi di lavorazione ove questi siano determinanti per la qualità o le caratteristiche merceologiche del prodotto; f) alle istruzioni, alle eventuali precauzioni e alla destinazione d'uso, ove utili ai fini di fruizione e sicurezza del prodotto".

Risposta:

Va premesso che nel caso dei prodotti soggetti al

marchio CE (nel settore merceologico Ict: bassa tensione, compatibilità elettromagnetica, RTTE) le correlative discipline (D. 2004/108/CE ; 2006/95/CE ; 1999/5/CE) prevedono sempre l'obbligo di fornire istruzioni scritte sull'utilizzo del prodotto. Quando i prodotti non sono soggetti a marcatura CE né ad altre discipline specifiche nazionali o UE che prevedano in punto specifici requisiti, trova applicazione la norma da ricordata del Codice del Consumo, la quale va interpretata con riferimento al D.M. 101/1997, citato all'art. 10 paragrafo 2 del D. Lgs206/2005, che riporta diverse indicazioni utili sulle modalità di apposizione e il contenuto di istruzioni e avvertenze.

Quando alle aree nazionali in cui è ammesso e tutelato il bilinguismo (ad esempio Trentino Alto Adige, Val d'Aosta, Friuli Venezia Giulia) la legge n. 482 del 15 dicembre 1999 stabilisce che anche in questi casi la lingua ufficiale agli effetti legali è

pur sempre quella italiana; pertanto le istruzioni devono essere redatte in italiano e non è richiesta la traduzione in altre lingue tutelate localmente. Ricordo che le torce elettriche a pila non sono soggette a marcatura CE, a meno di essere dotate di circuiteria incorporata e di accumulatori ricaricabili o in altri casi particolari.

MARCHIATURA CE E BATTERIE

"Sappiamo che le pile e le batterie non necessitano di marchio CE in quanto non rientrano né nella normativa sulla Bassa Tensione (=Lvd) né in quella di compatibilità elettromagnetica (=Emc). Tuttavia la dogana sta bloccando una nostra spedizione contenente batterie per telecamere. Vorremmo sapere se anche in questo caso sia giusto affermare che le batterie per telecamera non sono soggette alle normative Emc e Lvd".

Risposta:

Purtroppo la questione non è così semplice. Batterie e accumulatori non richiedono il marchio CE se si tratta solo – ovviamente – di batterie e accumulatori. Quando gli accumulatori sono riuniti in un pacco e quest'ultimo (definito "pacco batterie") incorpora una circuiteria (per

"Quando gli accumulatori sono riuniti in un pacco e quest'ultimo (definito 'pacco batterie') incorpora una circuiteria (per esempio un circuito onde evitare che la batteria della telecamera si sovraccarichi quando è lasciata in carica per troppo tempo) occorre il marchio CE".

esempio un circuito onde evitare che la batteria della telecamera si sovraccarichi quando è lasciata in carica per troppo tempo) occorre il marchio CE. Non avendo idea delle caratteristiche dei pacchi batteria di cui trattasi: consiglio di esaminare sempre preventivamente la documentazione relativa ai prodotti acquistati, ovviamente prima di presentarli in dogana. Nel caso in esame la richiesta delle autorità doganali potrebbe essere giustificata e quindi legittima.

PRODOTTI OEM E MARCHIATURA CE

"Possiamo rivendere a distributori italiani alimentatori per antenne TV che noi importiamo, in bulk, cioè privo di adesivo con la scritta 'Importato da...' e sprovvisto di istruzioni d'uso, senza incorrere in alcuna sanzione?"

Le devo precisare che i distributori ai quali venderemo gli alimentatori in questione risultano essere nostri concorrenti, per cui non possiamo utilizzare il nostro marchio. Per cautelarci, dobbiamo comunque inserire una dicitura per la vendita a questi distributori? Quella che ipotizziamo di mettere è una dicitura da

riportarsi in fattura contenente l'avvertenza: prodotto non destinato al consumer".

Risposta:

La suddetta società importa nella UE alimentatori senza apporre il proprio marchio commerciale, ossia Oem (l'acronimo si riferisce alla dicitura Original Equipment Machine, trattandosi di una modalità di commercializzazione originariamente propria di questo settore merceologico): la stessa si qualifica pertanto come "importatore" ai sensi del Regolamento 765/08 art. 2.1.5, mentre i clienti sono giuridicamente equiparati ai "fabbrianti" dato che rientrano nella categoria di chi, seppure indirettamente, "fa progettare o fabbricare" gli alimentatori e li "...commercializza apponendovi il suo nome o marchio" (Regolamento 765/08, all'art. 2.1.3). Ne consegue che i vostri clienti, in quanto "fabbrianti", sono tenuti agli adempimenti in capo a loro dalle normative di settore (tra cui: D. 2006/95/CE attuata in Italia dalla L. 791/77, in materia di bassa tensione), ivi compresi: marcatura CE, predisposizione di fascicolo tecnico, dichiarazione di conformità. Nel vostro caso, in quanto

"importatori", voi siete tenuti ad accertare che i clienti ottemperino a tale normativa e potete essere comunque direttamente sanzionabili insieme con i clienti (ex L. 791/1977, art. 9) nel caso di mancata conformità dei prodotti alle suddette prescrizioni.

CONCLUSIONE

Conviene:

(1) accertare preventivamente che i prodotti importati siano conformi alla normativa dianzi citata;
(2) pattuire preventivamente per iscritto con i clienti che ogni adempimento relativo alla commercializzazione dei prodotti (marchiatura CE, dichiarazione di conformità, disponibilità di fascicolo tecnico e così via) farà capo a loro. Aggiungo che il "rimballo" di responsabilità tra importatore dei prodotti non marchiati e cliente nel caso di sanzioni (ma anche al di fuori di tale eventualità) è un evento a me ben noto, assai ricorrente nelle cronache giudiziarie e nel contenzioso con gli organismi ispettivi di cui spesso mi occupo professionalmente. Suggestivo pertanto di non indulgere alla facile tentazione "di non fare niente perché è una transazione da nulla e il prodotto si

“Suggerisco pertanto di non indulgere alla facile tentazione ‘di non fare niente perché è una transazione da nulla e il prodotto si vende quasi senza margine’: piuttosto di immettere sul mercato un prodotto ‘irregolare’, consiglio di rinunciare all’affare”.

vende quasi senza margine”: piuttosto di immettere sul mercato un prodotto “irregolare”, consiglio di rinunciare all’affare.

ACCESSORI E BIDONCINO BARRATO RAEE

“Gli accessori relativi ad apparecchi elettrici ed elettronici devono riportare il logo del bidoncino barrato?”

Risposta:

Come stabilito dal Comitato di Vigilanza e Controllo RAEE con una decisione che risale al 16/02/2009, devono essere marchiati i soli accessori che presumibilmente diventeranno rifiuti individualmente, in quanto non destinati a essere utilizzati solo con riferimento a un determinato apparecchio con il quale sono venduti (per esempio: un telecomando universale valido per una vasta serie di modelli di televisori). Se si tratta invece di accessori non universali non vanno marchiati (basta la marchiatura del prodotto a cui sono “asserviti” e a cui si riferiscono).

APPARECCHIO CON DISPLAY SOLO IN INGLESE

“Ci accingiamo a commercializzare anche in

Italia un apparecchio Gps per bicicletta che non avrà disponibile un display con menù operativo in italiano ma solo in lingua inglese. C’è da dire che comunque le parole impiegate saranno assai poche e basilari (del tipo: Speed; Cadence; Heart Rate; Distance... e così via) e saranno presenti molte immagini utilizzate in modo assai intuitivo (è assente qualsiasi istruzione particolare del tipo “gira a destra o sinistra”) tra cui le frecce direzionali. Tenendo conto che invece provvederemo naturalmente alla traduzione italiana dettagliata del manuale di istruzioni, ritiene che potremmo avere problemi con le autorità nel commercializzare un prodotto privo di display in italiano?”

Risposta:

L’apparecchio di cui trattasi dovrebbe essere soggetto alla normativa Emc (compatibilità elettromagnetica: D. 2004/108/CE – D. Lgs 194/2007); suggerisco pertanto di sostenere che l’indicazione dei comandi sia equiparabile alle istruzioni necessarie alla corretta utilizzazione dell’apparecchio e che, pertanto, ai sensi all’art. 11 n. 5 dell’art. 11 punto

5 del D. Lgs 194/2007, l’indicazione in italiano dei comandi, ossia la traduzione dei comandi che figurano in inglese sul display, possa essere riportata in un foglio/manuale a parte, come tutte le altre istruzioni d’uso. Se sosteniamo, come suggerisco di fare, tale equivalenza tra indicazioni dei comandi e indicazioni/istruzioni d’uso, vale in proposito anche l’art. 6 lettera f e l’art. 7 del Codice del Consumo (D. Lgs 206/2005) che comunque (cioè per il caso in cui non si applichi la specifica normativa Emc) stabilisce che le indicazioni d’uso possano essere riportate anche sulla documentazione illustrativa che accompagna i prodotti. Infine, ricordo che la Commissione Europea, nel risolvere bonariamente (con lettera del Direttorato XV in data 26/03/1999 prot. 00001842) un ricorso di Anie (ricorso P/97/4050) contro il D.M. 26/03/1992 (Canale “C” dei televisori) statui che l’Italia non poteva esigere che i comandi degli apparecchi Tv fossero in italiano anziché in inglese, purché beninteso le istruzioni che accompagnavano i dispositivi contenessero la traduzione completa in italiano dei comandi. Il prodotto è diverso, ma

- si potrebbe sostenere - il principio è lo stesso.

APPLICAZIONE DI MARCHIO CE SU APPARECCHIO CHE NON NE NECESSITA

“Desideriamo porgerle un quesito sulle eventuali sanzioni a nostro carico, in qualità di primi importatori, se viene applicato il marchio CE su un prodotto che non ne necessita, come prese e spine di corrente per uso domestico. Fermo restando il fatto che siamo comunque in possesso di certificazione CE (Emc e Lvd) e dei relativi Test Report”.

Risposta:

Le spine elettriche domestiche (le quali sono peraltro soggette a norme EN ben precise e articolate) non sono di per sé soggette a marcatura CE (vedi D. 2006/95/CE , All. II “Materiali... esclusi dal campo di applicazione della presente direttiva... Prese di corrente - basi e spine - a uso domestico). Il Regolamento 765/2008/CE all’articolo 30 fa divieto di apporre il marchio CE su prodotti per i quali l’apposizione del medesimo non è prevista; il regolamento naturalmente non contiene alcuna sanzione in proposito (né potrebbe essendo la

medesima demandata alle legislazioni nazionali). L’ autorità antitrust italiana ritiene che l’apposizione ingiustificata del marchio CE possa costituire una forma di pubblicità ingannevole, punita come previsto dal Codice del Consumo all’art. 27 comma 9 con una sanzione edittale da 500,00 euro a 500.000,00 euro (si consideri il Provvedimento n. 15580 dell’Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato del 31 maggio 2006, PI5186 – “Merci provenienti dalla Cina -marchio CE”).

DICITURE DA RIPORTARE SUI PRODOTTI

“Le diciture ‘Made in’, ‘... importato da...’, ‘Distribuito da...’ già stampate sulle confezioni degli articoli venduti, devono essere presenti anche nei manuali utente?”

Risposta:

Il quesito è solo apparentemente semplice: la risposta deve essere infatti articolata, non potendosi tradurre con un semplice “sì” e “no”.

COMINCIAMO DAL “MADE IN ITALY”

Non esiste una norma di legge che imponga tale dicitura salvo in un

“Non esiste una norma di legge che imponga una dicitura sui prodotti salvo in un caso specifico, ossia quando si faccia uso di un’indicazione di vendita che presenti il prodotto come interamente realizzato in Italia”.

caso specifico, ossia quando si faccia “... uso di un’indicazione di vendita che presenti il prodotto come interamente realizzato in Italia, quale “100% made in Italy”, “100% Italia”, “tutto italiano”, in qualunque lingua espressa, o altra che sia analogamente idonea a ingenerare nel consumatore la convinzione della realizzazione interamente in Italia del prodotto, ovvero segni o figure che inducano la medesima fallace convinzione...” (art. 16 del D.L. 135/2009 come convertito dalla L. 166/2009).

In tali casi, è soggetto a sanzione amministrativa (da 10.000,00 a 250.000,00 euro) il titolare o il licenziatario del marchio (di aziende italiane o non italiane) che usi lo stesso con le modalità suddette.

Per evitare la predetta sanzione amministrativa occorre, alternativamente:

- riportare – sul prodotto o sulla confezione o sui documenti di corredo – indicazioni precise ed evidenti circa l’origine o la provenienza estera del prodotto;

- riportare – sul prodotto o sulla confezione o sui documenti di corredo – eventuali diverse indicazioni atte ad evitare qualsiasi

fraintendimento del consumatore circa la reale origine del prodotto;

- accompagnare il prodotto con una attestazione – resa dal titolare o licenziatario del marchio – in ordine alle informazioni che, a sua cura, verranno rese in fase di commercializzazione sulla effettiva origine estera del prodotto.

I prodotti privi di tali indicazioni saranno soggetti a confisca amministrativa, salvo che le stesse indicazioni siano apposte a cura e spese del titolare o licenziatario del marchio.

QUANTO A “IMPORTATO DA:”, “DISTRIBUITO DA:”

Nel caso dei prodotti soggetti al marchio CE (nel settore merceologico di riferimento: bassa tensione, compatibilità elettromagnetica, Tlc) le correlative discipline (D. 2004/108/CE; 2006/95/CE; 1999/5/CE, come implementate in Italia dalle corrispondenti leggi e decreti legislativi) impongono di accompagnare ogni apparecchio “... dal nome e dall’indirizzo del fabbricante e, se questi non ha sede nella Comunità Europea, dal nome e dall’ indirizzo del suo rappresentante autorizzato

o dell’ importatore”(citato a titolo di esempio, con riferimento alla normativa Emc, dall’art. 11 D.Lgs 194/2007). Come precisato dalla Guida Emc alla D. 2004/108/CE, paragrafo 3.4.3.(ma il principio dovrebbe valere per tutte le direttive di prodotto) queste informazioni, dato che “accompagnano” l’apparecchio, possono essere riprodotte nella documentazione di corredo del medesimo (la quale è deputata a riportare tutte le informazioni di complemento rispetto a quanto già riprodotto sul corpo dell’apparecchio) oppure stampate sull’imballaggio.

Quando i prodotti non sono soggetti a marcatura CE né ad altre discipline specifiche nazionali o UE che prevedano in punto specifici requisiti, trova applicazione l’articolo 6 del Codice del Consumo (D. Lgs 206/2005) che al numero 1.b impone di indicare nome o ragione sociale o marchio e sede legale del produttore o di un importatore stabilito nella UE. Tali indicazioni vanno riportate, secondo il successivo art. 7 “... sulla confezione o sulle etichette dei prodotti nel momento in cui sono posti in vendita al consumatore ...”.